**DÉCLARATION D’ASTANA SUR LA PAIX 2025**

Nous, participants au **VIIIᵉ Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles**, réuni à Astana les 17 et 18 septembre 2025,

**unis** par le désir de contribuer au renforcement du dialogue entre religions, cultures et civilisations, afin d’assurer la compréhension mutuelle, le respect réciproque, de promouvoir la culture de la paix et d’améliorer les relations entre les peuples de différentes appartenances ethniques et religieuses,

**reconnaissant** que le dialogue entre les dirigeants religieux peut favoriser une meilleure prise de conscience et la promotion des valeurs universelles, y compris l’encouragement et la protection des droits et libertés fondamentaux de la personne humaine,

**soutenant** les efforts de l’Organisation des Nations Unies ainsi que d’autres organisations internationales, régionales, publiques et non gouvernementales pour développer le dialogue entre religions et cultures afin de consolider la paix et la stabilité dans le monde,

**reconnaissant** le rôle particulier de l’Alliance des civilisations des Nations Unies dans la promotion d’une compréhension et d’un respect plus profonds entre civilisations, cultures, religions et peuples,

**réaffirmant** notre engagement envers les valeurs et les objectifs inscrits dans le *Concept de développement du Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles jusqu’en 2033*,

**soulignant** l’importance du respect de la diversité culturelle et religieuse,

**exprimant** notre profond regret face aux conflits persistants dans différentes régions du monde, accompagnés de crises humanitaires et des souffrances infligées aux populations civiles,

**saluant** à cet égard l’appel du Président de la République du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaïev, à unir les efforts de toutes les personnes de bonne volonté pour créer un nouveau mouvement mondial en faveur de la paix,

**exprimant** notre inquiétude face à la recrudescence de l’intolérance religieuse et des formes d’intolérance idéologique qui y sont liées, y compris dans l’environnement numérique, contribuant à l’incitation à la haine et à la violence,

**notant** que le terrorisme, sous toutes ses formes et manifestations, ne peut ni ne doit être associé à aucune religion, nationalité, civilisation ou groupe ethnique,

**réaffirmant** l’importance de la protection des sites et symboles religieux, qui constituent un patrimoine historique unique reflétant la spiritualité, la culture et les traditions des peuples du monde entier,

**exprimant** une préoccupation particulière quant à la situation écologique et aux changements climatiques, tout en soulignant le rôle des dirigeants religieux dans l’éducation, l’inspiration et la mobilisation de leurs communautés pour des actions positives en faveur de la protection de l’environnement,

**soulignant** que les nouvelles technologies, y compris l’intelligence artificielle, doivent être mises au service de l’homme, dans le respect de la dignité de chaque individu, sans nuire à l’humanité,

**reconnaissant** l’importance d’impliquer la jeunesse et les femmes dans les dialogues interreligieux et interculturels afin de surmonter les préjugés, approfondir la compréhension mutuelle et renforcer la coopération,

**soulignant** l’importance de l’éducation dans la promotion de la paix, de la tolérance, de la compréhension mutuelle, du dialogue interreligieux et interculturel, ainsi que dans l’élimination de la discrimination fondée sur la religion ou les convictions,

**réaffirmant** la valeur du Congrès en tant que plateforme efficace de dialogue mondial et reconnaissant son rôle significatif dans le renforcement de l’interaction interculturelle et interreligieuse,

**NOUS AVONS ADOPTÉ LA POSITION COMMUNE SUIVANTE :**

**1.** **Nous affirmons** notre engagement à approfondir le dialogue interreligieux et interculturel en tant qu’instrument essentiel dans les efforts visant à instaurer la paix, la stabilité sociale et la coopération mondiale. Dans un contexte de conflits croissants et de confrontation géopolitique, c’est le dialogue qui ouvre la voie vers la paix et le développement, qui constituent le fondement de la survie de l’humanité.

**2.** **Nous appelons** les gouvernements nationaux, les organisations internationales, les dirigeants religieux, les responsables politiques, les experts, les représentants d’ONG, les médias et toutes les personnes de bonne volonté à promouvoir activement le dialogue interculturel et interreligieux comme fondement de l’unité de l’humanité, à encourager la tolérance, le respect des droits de l’homme, l’inclusivité et la coexistence pacifique, en rejetant le discours de haine et de violence, afin de renforcer la paix et la compréhension mutuelle entre les peuples et les États.

**3. Nous considérons** que la mission des dirigeants religieux consiste aussi à être des repères moraux pour les sociétés modernes, en mettant en lumière les questions problématiques, en favorisant la confiance et des solutions justes, ainsi qu’en soutenant les efforts de consolidation de la paix et le dialogue constructif aux niveaux régional et mondial.

**4.** **Nous notons** que la Session spéciale sur la protection des sites religieux, organisée sous l’égide de l’Alliance des civilisations des Nations Unies dans le cadre du VIIIᵉ Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles, apporte une contribution substantielle à la préservation de la diversité culturelle et du patrimoine spirituel de l’humanité, tout en reconnaissant les dommages et destructions survenus dans de nombreuses régions du monde ces dernières années. Sa tenue contribue à l’objectif de l’ONU consistant à unir les efforts mondiaux pour promouvoir et protéger la liberté de religion.

**5. Nous réaffirmons** la valeur du Document « Sur la fraternité humaine au service de la paix et de la coexistence pacifique », initié par le Saint-Siège et Al-Azhar Al-Sharif, de la « Déclaration de La Mecque », de la « Déclaration sur le rapprochement entre les écoles de pensée islamiques », ainsi que des initiatives du Saint-Siège, de Bahreïn, de Jordanie, de l’Alliance des civilisations, de la Ligue islamique mondiale, de l’organisation « Religions pour la paix », du Forum interreligieux du G20, du Conseil musulman des sages, de la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale (USCIRF) et d’autres organisations, visant à renforcer le dialogue interreligieux et à promouvoir la compréhension mutuelle entre les fidèles de différentes religions et confessions à travers le monde.

**6.** **Nous notons avec gratitude et respect** la contribution duPape François, grand leader spirituel de notre époque, qui a consacré sa vie au service de la paix, au dialogue entre les peuples et les religions, à la défense de la dignité humaine et de la justice. Son héritage demeure un repère lumineux pour tous ceux qui aspirent à la concorde, à la miséricorde et à la compréhension mutuelle dans le monde.

**7. Nous soutenons résolument** le principe de l’ONU relatif à « l’unité dans la diversité », ainsi que les résolutions de l’Assemblée générale des Nations Unies visant à développer le dialogue interreligieux et interculturel et à lutter contre l’incitation à la haine, en tenant compte d’initiatives telles que le « Plan d’action des Nations Unies pour la protection des sites religieux », qui peut servir de point de départ utile dans ce domaine.

**8. Nous exprimons** notre profonde préoccupation face à la poursuite des conflits dans diverses régions du monde. Ces conflits infligent des dommages dévastateurs aux pays et aux populations civiles, entraînent des violations massives des droits de l’homme et menacent les fondements de l’humanité et de la sécurité mondiale. Nous appelons toutes les parties à mettre fin à la violence, à instaurer le dialogue et à rechercher des solutions pacifiques fondées sur la Charte des Nations Unies et les normes du droit international.

**9. Nous exhortons instamment** à préserver la paix et à prévenir toute tentative d’utilisation d’armes nucléaires ou d’autres types d’armes de destruction massive, qui représentent une menace pour l’humanité tout entière. Les dirigeants politiques et les responsables doivent faire preuve de bon sens, suivre des principes moraux et déployer tous les efforts possibles pour éviter l’escalade des conflits armés, en plaçant la préservation de la paix et de la sécurité sur Terre au premier plan.

**10. Nous attirons l’attention** de la communauté internationale sur la nécessité d’intensifier les efforts visant à soutenir les femmes et les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les réfugiés et les personnes déplacées internes, originaires de régions touchées par des crises et des conflits, afin de garantir leurs droits et leur intégration sociale.

**11. Nous reconnaissons** que les inégalités sociales favorisent la montée de vues radicales et appelons les dirigeants politiques à réduire l’écart de prospérité et à garantir des conditions de vie décentes pour tous. Nous exprimons notre inquiétude face à la perte de repères spirituels et moraux dans les sociétés de consommation et appelons à cultiver les valeurs spirituelles et la responsabilité morale dans les sociétés modernes. Les fidèles des traditions religieuses ne doivent pas être privés de leur droit à la liberté de religion, conformément aux valeurs spirituelles.

**12.** **Nous sommes convaincus** que les contradictions et les conflits économiques et politiques entre pays ne doivent pas conduire à une aggravation de l’animosité et de l’intolérance interculturelles et interethniques, ni engendrer la haine, la discrimination ou la violence entre les personnes. La société civile et les responsables politiques doivent s’en souvenir et œuvrer au maintien du respect mutuel et du dialogue, en vue de promouvoir une culture de tolérance et de respect entre les individus, les sociétés et les États.

**13.** **Nous condamnons** l’extrémisme, le radicalisme et le terrorisme sous toutes leurs formes et manifestations et déclarons l’inadmissibilité de l’utilisation de la religion à des fins politiques. Nous appelons à la coopération des dirigeants religieux et politiques dans cette direction.

**14.** **Nous condamnons** toute propagande de haine religieuse, toute incitation à la discrimination, à l’hostilité ou à la violence fondée sur la religion, la profanation des sites et symboles religieux, ainsi que d’autres actes d’intolérance religieuse.

**15.** **Nous soutenons** l’instruction et l’éducation religieuse comme instrument de lutte contre le radicalisme et l’extrémisme. L’éducation doit former une culture de respect envers d’autres confessions et visions du monde, créant les bases d’une coexistence pacifique et d’un respect mutuel.

**16.** **Nous appelons** à la protection des droits des minorités ethniques et religieuses, en n’admettant ni discrimination ni oppression fondées sur la race, la religion, la culture ou d’autres différences. Reconnaissant que la diversité humaine reflète le dessein divin et implique l’égalité de tous, nous soulignons le caractère inadmissible de toute contrainte en matière de religion et la nécessité de respecter les différences comme base de la coexistence pacifique.

**17.** **Nous soutenons** l’égalité et l’inclusivité comme fondement du développement durable. Nous appelons à la protection des droits de tous les groupes religieux, ethniques et sociaux et à leur participation active à la vie publique et au dialogue politique.

**18.** **Nous notons** le potentiel des femmes dans la vie politique et publique et nous nous efforçons de favoriser la création de conditions leur permettant d’y participer de façon encore plus pleine, en reconnaissant que cela bénéficie à l’ensemble de la société.

**19.** **Nous soulignons** le rôle de la jeunesse dans l’édification de passerelles de compréhension et de respect entre différentes cultures et religions. Nous soutenons le Forum des jeunes dirigeants religieux, organisé dans le cadre du Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles, en tant que plateforme importante pour la consolidation des efforts des nouvelles générations et pour assurer la continuité du dialogue interreligieux.

**20.** **Nous exprimons** notre inquiétude face au ralentissement de la mise en œuvre de l’Agenda de développement durable de l’ONU et appelons les pays développés à renforcer le soutien financier et technologique aux États en développement pour atteindre les Objectifs de développement durable d’ici 2030, tandis que les pays en développement doivent déployer tous les efforts possibles pour parvenir au développement durable.

**21.** **Nous réaffirmons** l’importance de la protection de l’environnement et de la lutte contre les changements climatiques. Nous appelons à des efforts mondiaux pour préserver les écosystèmes, prévenir les catastrophes climatiques, atténuer les conséquences et s’adapter aux changements climatiques. Prendre soin de la nature est notre devoir moral envers le Créateur et les générations futures.

**22.** **Nous chargeons** le Secrétariat du Congrès d’élaborer un document intitulé « Le rôle de la foi dans la lutte contre les changements climatiques », afin de le présenter lors des forums climatiques internationaux.

**23.** **Nous appelons** à l’utilisation responsable des nouvelles technologies, y compris des technologies numériques, de l’intelligence artificielle et de la biotechnologie. Il est inadmissible d’utiliser l’IA pour la discrimination, la haine ou l’atteinte à la dignité humaine. Nous soulignons la nécessité d’élaborer des normes internationales d’utilisation de l’IA, fondées sur les droits de l’homme et des principes éthiques. Nous affirmons que, malgré les progrès de l’IA, la capacité à une véritable compassion et à l’amour demeure une caractéristique unique de l’être humain, et que la culture de ces qualités doit constituer la base du développement humaniste, spirituel et moral de l’humanité.

**24.** **Nous recommandons** d’étudier la possibilité d’élaborer un ensemble de principes universels d’utilisation responsable de l’intelligence artificielle du point de vue des valeurs spirituelles et morales.

**25.** **Nous appelons** la communauté internationale à respecter les objectifs et principes de la Charte des Nations Unies, du droit international et des garanties internationales de sécurité dans un contexte mondial conflictuel et des réalités géopolitiques, gage de sécurité et de justice internationales.

**26.** **Nous soutenons** l’appel du Président du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokaïev, à la formation d’un nouveau mouvement mondial pour la paix afin d’unir les efforts de tous ceux qui aspirent à surmonter les divisions et les conflits, à renforcer la confiance entre les peuples et à affirmer les idéaux de paix et de justice.

**27.** **Nous avons l’intention d’intensifier** le dialogue international sur la promotion des objectifs du mouvement mondial pour la paix et d’organiser une série d’événements internationaux, tels que des tables rondes, des conférences et des side-events, en partenariat avec d’autres plateformes mondiales et régionales, afin de trouver des moyens efficaces de promouvoir la culture de la paix et de la concorde.

**28.** **Nous proposons** de promouvoir activement et de mettre en œuvre les idées et objectifs du Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles sur les plateformes de l’Organisation des Nations Unies et d’autres forums internationaux, afin de renforcer les efforts mondiaux visant à la formation d’une communauté internationale inclusive et harmonieuse.

**29.** **Nous appelons** la communauté internationale et l’Assemblée générale des Nations Unies à reconnaître le rôle important du Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles, qui, depuis plus de 20 ans, promeut activement le dialogue et l’entente entre religions, contribuant au renforcement de la paix et de l’harmonie. Le Congrès a apporté une contribution significative à la formation d’un dialogue interreligieux mondial et d’une diplomatie spirituelle fondés sur le respect mutuel et la coopération.

**30.** **Nous chargeons** le Secrétariat du Congrès d’élaborer une Feuille de route pour la promotion et la mise en œuvre de la Déclaration du VIIIᵉ Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles, assurant la concrétisation des propositions et idées exprimées au niveau international, conjointement avec les partenaires du forum.

**31.** **Nous recommandons** au Secrétariat du Congrès de créer un Centre international en ligne des connaissances spirituelles avec une bibliothèque électronique des textes et matériaux des congrès, des discours des participants et des experts, ainsi que des projets médiatiques reflétant les idées et les objectifs du forum.

**32.** **Nous réaffirmons** notre engagement commun à poursuivre les activités du Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles et exprimons notre intention de tenir le prochain, IXᵉ Congrès, en 2028, dans la capitale de la République du Kazakhstan, la ville d’Astana.

**33.** **Nous reconnaissons à nouveau** la République du Kazakhstan comme un centre de référence et mondial de dialogue interculturel, interreligieux et interconfessionnel.

**34.** **Nous exprimons** notre gratitude sincère à la République du Kazakhstan, au Président Kassym-Jomart Tokaïev et à tout le peuple kazakh pour la convocation du VIIIᵉ Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles, ainsi que pour l’organisation de qualité de l’événement, la chaleur et l’hospitalité ayant contribué au renforcement de la paix et de l’harmonie.

\*\*\*

La présente Déclaration a été adoptée à la majorité des délégués du VIIIᵉ Congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles et transmise aux autorités, aux dirigeants politiques et religieux à travers le monde, aux organisations internationales et régionales, aux institutions de la société civile, ainsi qu’aux associations religieuses et aux principaux experts. Elle sera également diffusée en tant que document officiel à la 80ᵉ session de l’Assemblée générale des Nations Unies.

Les principes énoncés dans la Déclaration peuvent être appliqués aux niveaux régional et international afin d’être pris en compte dans toutes les décisions politiques, normes législatives, programmes éducatifs et moyens de communication dans l’ensemble des pays concernés.

**QUE NOTRE CHEMIN VERS L’UNITÉ, LA PAIX ET**

**LA PROSPÉRITÉ SOIT BÉNI !**

**LES PARTICIPANTS AU VIIIᵉ CONGRÈS DES DIRIGEANTS**

**DES RELIGIONS MONDIALES ET TRADITIONNELLES**

**RÉPUBLIQUE DU KAZAKHSTAN  
VILLE D’ASTANA  
17-18 SEPTEMBRE 2025**